

Le Premier Ministre du Canada approuva avec fermeté les conclusions de la Conférence du Commonwealth de 1964 lorsqu'il s'adressa à la Chambre des Communes le 17 juillet 1964. Il a alors bien fait comprendre que le Canada ne reconnaîtrait pas la validité d'une déclaration unilatérale d'indépendance et que le Gouvernement de la Rhodésie devait être prévenu des graves conséquences politiques et économiques qu'entraînerait cette voie illégale. Les chefs des gouvernements du Commonwealth réaffirmaient encore, en juin 1965, leur opposition irrévocable à toute déclaration unilatérale d'indépendance de la part de la Rhodésie. Ils insistèrent une fois de plus sur le principe du gouvernement par la majorité.

A ce propos, Monsieur le Président, je crois que notre Commission se doit de reconnaître les efforts patients et soutenus du Gouvernement britannique sur qui repose une évidente et lourde responsabilité: celle de parvenir à une solution pacifique et satisfaisante du problème de l'indépendance de la Rhodésie. L'essentiel de cette tâche a été nécessairement accompli au cours de consultations privées. Toutefois le Gouvernement britannique a plus d'une fois prévenu publiquement et solennellement le Gouvernement de la Rhodésie des conséquences désastreuses qu'occasionerait son action unilatérale.

Dans la dernière résolution qu'elle a adoptée au sujet de la Rhodésie, l'Assemblée générale a confié une responsabilité spéciale aux pays qui entretiennent des relations étroites avec le Royaume-Uni. Cela est certainement le cas pour les pays du Commonwealth et j'ai déjà souligné que ces pays étudient et apportent toute leur attention à ce problème difficile. La délégation du Canada est d'avis que la majeure partie de l'accord intervenu, lors des deux dernières conférences des premiers ministres, entre les pays directement intéressés, a marqué une étape significative et jeté les bases d'une solution.

La situation a maintenant atteint un point crucial. Le premier ministre de la Rhodésie poursuit actuellement à Londres des discussions avec le premier ministre Wilson. La délégation du Canada insiste donc pour que les déclarations et les initiatives de notre Commission soient guidées par la nécessité, toute première, d'exercer une influence positive au cours de cette période critique.